

Note de présentation de chiffres introductifs à la conférence-débat de l'URBA - 19 juin 2026

Sources : deux documents récents :

- Note d'analyse politique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), publiée en ce début de mois de juin 2026 « Géographie de la pauvreté en RDCongo, une piste pour une meilleure politique publique ».
- Rapport final officiel de l'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages (ECVM-2024) présenté par l'Institut National de la Statistique (INS) à Kinshasa en février 2026.

Complétés par l'IA.

RDC

CONSTATATIONS-CLÉ :

- Les chiffres de croissance :

D'après le cadrage du FMI, la croissance réelle est restée vigoureuse — de l'ordre de 9 % en 2022, 8,5 % en 2023 et encore 6 % en 2024 —, portée par des industries extractives en hausse d'environ 20 % par an en 2022 et 2023 ; l'inflation a reflué (de près de 20 % en 2023 à un seul chiffre fin 2025), les réserves de change ont quasiment triplé depuis 2021 pour dépasser huit milliards de dollars en 2025 (plus de dix semaines d'importations), et la dette publique demeure contenue sous 18 % du PIB. Sur le tableau de bord du FMI, la RDC a tout d'une élève modèle.

Mais, le rapport de l'INS, tout comme la récente note de l'ONU, confirment que la RDC subit une croissance appauvrissante, une faillite structurelle de la redistribution où le peuple sert de variable d'ajustement.

L'INS révèle que 67,9 % de nos compatriotes vivent sous le seuil de pauvreté national. *Sur 94,4 millions de Congolais, 64,2 millions sont officiellement pauvres.* L'exercice de comparaison est terrible : lors de la précédente grande Enquête nationale 1-2-3 (2012), ce taux se situait à 63,4 %. En plus d'une décennie de promesses, la pauvreté n'a pas reculé : elle s'est aggravée de près de 4,5 points. Plus le pays extrait de minerais, moins cette richesse atteint sa population.

Conclusion : la vie réelle des Congolais raconte l'histoire inverse : **la pauvreté grimpe à 67,9 %, et l'accès à l'alimentation, à l'école et aux soins se dégrade. Le PIB monte; le développement humain piétine.**

- L'investissement public résiduel est mal orienté et excessivement faible — l'investissement des pouvoirs publics tourne **autour de 3 % du PIB**, souvent capté par les dépenses de prestige de la capitale plutôt que par la connectivité rurale et les services sociaux.

UN exemple crucial d'investissement de l'Etat :

Le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T), doté de 1,665 milliard de dollars, financé pour l'essentiel sur les ressources de l'État.

Au 15 novembre 2024, le taux d'exécution physique global du programme plafonnait à environ 33 %.

Mais plus de 58 % des fonds avaient déjà été décaissés, pour si peu de réalisations sur le terrain. Pour le reste : retards à répétition, surcoûts dénoncés de toutes parts, problèmes de coordination, et des infrastructures livrées incomplètes ou hors normes.

- **Les aides extérieures publiques pour le développement de la RDC** : +/- 6 mia US\$ 2025.
- **Les Investissements directs extérieurs** : +/- 1,6 à 1,8 mia US\$ (en baisse depuis 2023) surtout dans le secteur minier.

Pourquoi pas plus ? 🏠 RDC : instabilité chronique, conflits, incertitude réglementaire.

RWANDA

Aides publiques extérieures : environ 1,2 mia US\$.

Investissements directs extérieurs : 600 à 700 mio US\$ par an surtout grâce à un environnement des affaires très favorable.

Pourquoi pas plus ? 🏠 Rwanda : très stable, mais marché trop petit pour compenser.

BURUNDI

Aides publiques extérieures : environ 400 mio US\$.

Investissements directs extérieurs très faibles, moins de 100 mio US\$.

Pourquoi pas plus ? 🏠 Instabilité chronique, conflits, incertitude réglementaire.

Investissements privés

Les champions africains de l'investissement privé sont l'Égypte, l'Afrique du Sud et le Maroc. Cela s'explique largement par la taille du marché et le pouvoir d'achat.

Par rapport aux voisins :

Kenya — 1,5 à 2,0 milliards USD/an

Hub économique d'Afrique de l'Est
Secteurs : finance, tech, énergie, immobilier, logistique
Forte stabilité macroéconomique relative

Tanzanie — 1,1 à 1,5 milliard USD/an

Croissance économique soutenue
Secteurs : mines, gaz, agriculture, infrastructures
Réformes pro-investisseurs depuis 2021

Zambie — 1,0 à 1,3 milliard USD/an

Secteur minier très attractif (cuivre, cobalt)
Réformes macroéconomiques récentes
Stabilité politique améliorée

Angola — 1,5 à 2,5 milliards USD/an (mais volatil)

Très dépendant du pétrole
Réformes pour diversifier l'économie
Marché plus riche que la moyenne régionale

Congo-Brazzaville — 300 à 600 millions USD/an

Secteur pétrolier dominant
Marché petit mais ressources importantes

Ouganda — 800 millions à 1 milliard USD/an

Découverte de pétrole (projet Lake Albert)
Croissance démographique et marché intérieur dynamique
Stabilité politique relative

Soudan du Sud — très faible (< 100 millions USD/an)

Conflits récurrents
Risques extrêmes
Dépendance au pétrole

Critères inspirant les investisseurs étrangers :

Prévisibilité, même si régimes autoritaires
Bonnes infrastructures, même si enclavé.
Bonne diversification économique
Intégration effective dans la région (SADC, EAC, ...)

👉 **Mais** : RDC : dépendance extrême au secteur minier (≈ 95 % des exportations).

Burundi : économie très peu diversifiée.

Rwanda : diversification en cours mais encore limitée.

Climat des affaires

Rwanda : excellent (Doing Business top 40), mais marché trop petit.

Kenya : écosystème entrepreneurial dynamique.

Tanzanie : réformes pro-investisseurs depuis 2021.

Zambie : amélioration sous Hichilema.

Mais :

👉 RDC : lourdeurs administratives, corruption, imprévisibilité fiscale.

👉 Burundi : climat des affaires très faible.

Pourquoi la RDC attire autant d'IDE malgré ses faiblesses ?

Parce que le secteur minier est irrésistible :

Cobalt (70 % du marché mondial).

Cuivre (4e producteur mondial).

Lithium, germanium, étain, or.

👉 **Mais** hors mines, la RDC attire très peu d'IDE.

Pourquoi le Rwanda attire plus que le Burundi mais moins que ses voisins ?

Très bon climat des affaires.

Stabilité politique exceptionnelle.

Administration efficace.

👉 **Mais** : marché fort et pas de ressources naturelles majeures, enclavement total.

Pourquoi le Burundi est le dernier de la région ?

Instabilité politique.

Pauvreté extrême.

Infrastructures très faibles.

Enclavement total.

Climat des affaires dissuasif.

Absence de secteurs moteurs.